



**Déclaration liminaire
pour la FS de CSA de la DI de DIJON
du 22 septembre 2026**

DI DE DIJON

Madame la Présidente,

en ce début d'instance, vous allez nous donner la parole, nous allons lire une énième déclaration liminaire, et, à l'instar du DG avec nos représentants nationaux, vous n'écoutez pas.

Malgré les difficultés récurrentes dans nombre de services, malgré la dégradation continue de la santé et des conditions de travail des agents, malgré la précarisation de la situation de nombreux collègues, vous assumerez au mieux une écoute polie, au pire un air lassé, pour pouvoir rapidement passer à autre chose.

Pourtant les sujets d'actualités, qui touchent la communauté douanière, ne manquent pas et méritent qu'on s'y attache !

Car cette rentrée intervient dans un contexte général, qui devrait engager la Direction à agir et à regarder un peu plus loin que les seuls équilibres budgétaires auxquels est soumise « la Maison Douane » depuis trop d'années.

La fin du printemps et l'été auront été marqués par la canicule, des températures extrêmes, la sécheresse et les incendies.

Le réchauffement climatique est là. Il bouleverse nos conditions de vie, de travail et de santé au travail, engageant nos Directions à garantir aux agents des conditions de travail compatibles avec la préservation de la santé physique et mentale des agents, à l'heure même où certaines missions les exposent à des risques plus importants.

Cet été, qu'a fait la Direction des Douanes pour agir, si ce n'est de décider de mesures tertiaires d'aménagements horaires ou de réduction de l'activité ?

Pour le SNAD CGT, ces mesures ne peuvent exonérer l'employeur que vous représentez, à davantage protéger les agents par une réflexion plus large sur la nécessaire adaptation de l'organisation du travail (missions, horaires...) et des bâtiments administratifs à la canicule.

Il est de la responsabilité de la Direction des Douanes d'anticiper ces évolutions, plutôt que de se limiter à une gestion réactive de chaque épisode climatique, et de programmer un plan d'investissement face au changement climatique global, qui passe par la rénovation thermique et écologique des sites douaniers et par des modifications majeures des conditions d'exercice des missions SURV comme OPCO.

Le 2^e sujet d'actualité pour les douaniers que nous représentons, est la loi RIPOST, adoptée sans aucun lobbying de la DG pour défendre la « Maison Douane »!

Il est à ce sujet inacceptable que la Douane soit fragilisée par l'absorption définitive de ses missions par les autres administrations.

Nous pouvons à ce sujet remercier le DG et ses fidèles collaborateurs en province, pour la léthargie de ses interventions, voire le silence coupable, à dénoncer l'article 9 de la loi RIPOST.

À chaque analyse de l'Observatoire Interne, La Direction pourra toujours reprocher aux agents et à leurs représentants, un pessimisme latent, mais, comment croire à un avenir serein, quand on voit nos effectifs s'éroder et nos missions désormais réalisées par des gendarmes et des policiers !

L'Observatoire Interne, qui est à l'ordre du jour de notre instance, parlons-en !

À quoi sert-il, si ce n'est chaque année à permettre à votre Direction, adepte de « la méthode Coué », de prendre les statistiques qui l'arrangent !

L'interprétation de l'Observation Interne, sur la base de camemberts et de tableaux statistiques par la Direction, est purement scandaleuse et cache une réalité bien moins reluisante :

- celle de services en sous-effectifs, à qui on demande toujours plus avec moins,
- celle d'agents en souffrance, qui aiment leurs métiers, mais dont la perte de sens, au gré des restructurations de leur administration et du cloisonnement de leur travail, est évidente,
- celle d'agents usés, dont la santé est précaire et dont l'Administration préfère voiler la réalité de la situation dans les tableaux de veille sociale.

Cette réalité « explose au visage de tous » mais la Direction préfère se voiler la face plutôt que d'agir.

Le SNAD CGT vous rappelle à l'ordre à ce sujet car, suite à la remontée de nombreux services de l'Interrégion, nous dénonçons le management toxique et zélé de certains de vos collaborateurs, qui, maltraitent les agents, les déstabilisent et créent souffrance et détresse dans de nombreux services OPCO, SURV, et VITI de votre Inter région.

Il est vrai que la promesse « de belles carrières » mérite qu'on presse des agents déjà à bouts pour arriver à des résultats probants.

Pourtant, les services les plus efficaces ont toujours été les services où un management par la confiance s'instaure, plutôt qu'un management par la défiance et la méfiance !

Nous nous étonnons par ailleurs que certains sujets d'actualité, ne figurent curieusement pas à l'ordre du jour de notre instance :

-Quid du sujet du déménagement de la DI vers les locaux de la RI, aux impacts flous pour les agents et les services supports de la DI, et au calendrier inexistant ! Nous espérons à ce sujet que la FS de CSA sera consultée en temps voulu et que les agents seront réellement associés à ce projet conséquent!

-Quid du sujet récurrent de la restructuration de la RI, qui, malgré le fait qu'elle figure dans les « chantiers prioritaires » de Douane 2030, ne donne lieu à aucune information sur ses impacts sur la pérennité de la structure, et sur l'avenir de ses agents !

Selon le Code du Travail, cette situation a pourtant des conséquences directes sur la santé des agents et de leurs familles, qui engagent la responsabilité directe de la Direction en tant qu'employeur !

Le SNAD CGT ne pourra achever son propos liminaire sans revenir **sur la perte de pouvoir d'achat de nombre de nos collègues, en raison de l'augmentation croissante des prix de l'essence, et de l'inflation qui touchent les loyers et les produits de 1^{re} nécessité.**

Nous ne pouvons que nous inquiéter du renouvellement de la décision du gouvernement de geler une nouvelle fois les salaires des fonctionnaires, à l'heure où le prestataire ALAN, choix privilégié de notre cher employeur, nous informe d'une augmentation à venir des prestations sociales.

Depuis des années, les rémunérations des douaniers se tassent sous l'effet de l'absence de mesures volontaristes .

Depuis plusieurs années les douaniers, comme l'ensemble des agents publics se précarisent en

raison d'un pouvoir d'achat qui recule.

Notre point d'indice a perdu plus de 30 % de sa valeur réelle en 20 ans, sous l'effet de son gel répété et de l'inflation .

Alors que nous subissons aujourd'hui une hausse galopante des prix et une nouvelle politique d'austérité, les plus fortunés ne cessent de voir leurs profits exploser.

On nous parle de rigueur pour nos salaires, mais jamais pour les exonérations de cotisations patronales, les cadeaux fiscaux, les niches fiscales ou les aides publiques distribuées aux grandes entreprises, sans contrôle, ni contreparties en termes d'emplois, de salaires et de transition écologique.

Nous douaniers, nous savons pourtant que chaque euro récupéré, grâce à la LCF et à la taxation des marchandises, part financer des services publics, des écoles, des hôpitaux.

Nous contribuons aux recettes de l'État, nous combattons la fraude fiscale, à travers nos missions et que fait depuis des années notre DG, en digne serviteur des gouvernements libéraux qu'elle sert, si ce n'est supprimer des emplois et des services, et fragiliser sur le long terme la pérennité de la douane !

En conclusion, l'administration douanière semble aujourd'hui sacrifiée sur l'autel des économies budgétaires : le service rendu aux usagers et la protection des entreprises et des populations, les conditions de travail, les implantations douanières, les missions, les bâtiments...

Il faut appliquer coûte que coûte cette feuille de route, peu importe les conséquences économiques, humaines ou sociétales.

Le SNAD CGT revendique une douane d'utilité économique sociale et environnementale, présente dans ses structures sur tout le territoire, renforcée dans ses missions et dans ses moyens humains comme matériels.

Pour toutes ces raisons et parce que nos salaires et nos vies ne sont pas une variable d'ajustement pour servir la carrière de certains, nous appelons l'ensemble des personnels à se mettre en grève et à manifester le 29 septembre prochain.

Si la Direction et les grands serviteurs de l'État ne font plus le job pour défendre les structures et les agents, c'est aux salariés et à leurs représentants de reprendre le « bleu de chauffe » pour défendre la boutique.

Sans les agents et leurs représentants, sans nous « gens de rien », la Direction n'existerait pas !

Les élus du SNAD CGT à la Formation Spécialisée de CSA de la DI de DIJON.